



**Selon le site Ecomatin, le ministère de l'Emploi et de la Formation professionnelle du Cameroun a décidé de réviser sa stratégie concernant les frais de visas imposés aux travailleurs étrangers. Cette décision intervient après l'échec de la mesure instaurée dans la loi de finance 2023, qui visait à mobiliser des recettes non fiscales. Pour remédier à cette situation, le gouvernement prévoit de mettre en place un fichier fournissant des données complètes sur les étrangers travaillant au Cameroun. L'objectif est de mieux contrôler ces travailleurs, beaucoup évoluant dans la clandestinité, afin de maximiser les recettes attendues.**

Le ministère de l'Emploi et de la Formation professionnelle avait pour mission de mobiliser 14 milliards de FCFA (environ 26 millions de dollars) grâce aux frais de visas de travail des étrangers. Cependant, jusqu'au mois de novembre 2023, seuls 4 milliards de FCFA avaient été recouvrés, soit seulement 28% de l'objectif initial.

La nouvelle stratégie du gouvernement consiste donc à mettre en place un fichier centralisé pour recueillir des informations telles que le nombre d'étrangers, leur nationalité, leur salaire, etc.

Cette nouvelle démarche vise à combattre l'emploi illégal des travailleurs étrangers au Cameroun. Le ministère avait précédemment émis des ultimatums aux entreprises pour

régulariser leur personnel étranger, mais ces avertissements n'ont pas été suivis d'actions concrètes sur le terrain.

Le ministère espère collecter 20 milliards de FCFA (environ 37 millions de dollars) en 2024 grâce à cette mesure. Des moyens logistiques ont été mis à disposition du ministère pour faciliter cette collecte, notamment avec l'acquisition de véhicules et d'équipements nécessaires.

Il convient de rappeler que lors du débat sur cette mesure, les représentants du patronat camerounais ont plaidé en faveur de sa révision, car ils estiment que son application pouvait avoir des effets négatifs sur les investisseurs et les entreprises. Cependant, le gouvernement considère toujours que ces frais de visas pour les travailleurs étrangers sont indispensables pour renforcer la formation professionnelle et moderniser les centres de formation aux métiers.